



Déclaration concernant l'expulsion du personnel du NDI et les restrictions de l'observation des élections au Togo

WASHINGTON, DC - Le National Democratic Institute (NDI) est très préoccupé par l'expulsion du Togo de trois de ses employés. Ces employés se trouvaient au Togo dans le cadre d'une mission d'assistance technique à une coalition de la société civile non partisane qui se préparait à observer l'élection présidentielle du 22 février. Les activités de ces employés se menaient en toute transparence et en conformité avec les lois du pays. En janvier, la Commission électorale nationale indépendante du Togo (CENI) avait octroyé une accréditation à la coalition de la société civile en question pour observer le processus électoral. Le 18 février, les autorités togolaises ont révoqué l'accréditation sans avis préalable.

"Nous sommes profondément troublés par les mesures prises par le gouvernement togolais qui visent à restreindre l'observation électorale non partisane," a déclaré le président du NDI, Derek Mitchell. "Le NDI a déjà appuyé les élections dans plus de 150 pays depuis sa création en 1983. Malgré ces actions du gouvernement togolais nous restons résolus dans notre engagement à soutenir les aspirations démocratiques du peuple togolais et sa capacité à observer les élections conformément aux normes internationales de transparence."

Le NDI est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et non partisane qui oeuvre à soutenir et à renforcer les institutions démocratiques dans le monde entier à travers la participation citoyenne, la transparence et la responsabilité au sein des gouvernements.

###